



CTMESR du 26 MAI 2014

DECLARATION LIMINAIRE

Les résultats électoraux d'hier révèlent avec encore plus d'ampleur le rejet par les citoyens de la politique d'austérité développée par le gouvernement en lequel ils avaient pourtant mis leurs espoirs au départ. Le gouvernement pourra-t-il rester longtemps sourd à ces messages forts des citoyens ?

Les dernières élections municipales avaient sanctionné la politique d'austérité du gouvernement Ayrault. Pourtant ceci n'a mené qu'à un remaniement ministériel qui, pour notre secteur l'éducation nationale, l'enseignement supérieur et la recherche, a vu la reconstitution d'un ministère unique. La nomination d'un secrétaire d'état à l'enseignement supérieur et la recherche dont la politique a été fortement contestée n'est pas un signe de changement et d'évolution pour l'ensemble des personnels.

Quelle légitimité a aujourd'hui le gouvernement pour imposer aux personnels la restructuration à marche forcée de l'ESR ? Dans nombre d'universités, personnels et étudiants refusent les fusions ou COMUE qui leur sont imposées. En fait, ce sont des économies budgétaires qui sont ainsi recherchées via des mutualisations et réorganisations. Ces COMUE sont aussi lourdes de menaces pour la pérennité des EPST et de leurs prérogatives scientifiques nationales, comme vient de le déclarer le Conseil Scientifique National de l'INRA. Des AG de personnels se multiplient, tant dans le supérieur que la recherche, pour dénoncer les suppressions de postes, la précarisation de l'emploi, la sous-rémunération des BIATSS, le manque de moyens dans les composantes et les services et l'extension des horaires d'ouverture des bibliothèques, manifestant leur refus de l'austérité et de ses conséquences. Les nouvelles coupes budgétaires prévues dans le pacte de responsabilité ne peuvent qu'amplifier cette dégradation du service public de l'ESR. La FERC appuie ainsi toutes les initiatives qui visent à s'y opposer, et en premier lieu la réunion extraordinaire du CoCNRS le 11 Juin. Les personnels des CROUS ont également interpellé le Premier Ministre, lors de leur action du 13 mai à Matignon, sur les mêmes questions mais également pour l'intégration des personnels ouvriers dans le statut général de la Fonction Publique d'Etat, pour que le CROUS reste le seul opérateur de la vie étudiante.

La CGT exige donc l'arrêt immédiat de la mise en place des COMUE et en premier lieu de celle de Saclay.

La FERC-CGT entend aussi, à l'occasion de ce CTMESR, dénoncer le pacte de responsabilité et ses conséquences, en premier lieu la confirmation du Premier Ministre de geler le point d'indice et les salaires des fonctionnaires. Là aussi, la journée d'action et de manifestation du 15 mai a montré par son ampleur le refus et la détermination de l'ensemble des fonctionnaires. Et ce ne sont pas les mesurette envisagées (0.5 % d'augmentation du point d'indice, la baisse de cotisations pour quelques personnels de catégorie C) qui vont répondre aux revendications des agents.

Nous dénonçons aussi:

- les difficultés persistantes dans l'application de la loi Sauvadet et la réunion de bilan sans cesse différée
- la publication le 20 mai du décret sur le nouveau régime indemnitaire tenant compte d'une part des fonctions, des sujétions et de l'expertise et, d'autre part, de l'engagement professionnel et de la manière de servir prévu pour juin (c'est-à-dire tout ce que la CGT refuse) et de l'arrêté pour application aux adjoints administratifs
- les dysfonctionnements pour l'organisation des prochaines élections.

Tout ceci est purement et simplement inacceptable. C'est d'un changement radical de politique dont nous avons besoin, au plan national comme de l'ESR, en en finissant avec une politique toute entière centrée sur la satisfaction des exigences du MEDEF et de l'Union Européenne dont on voit concrètement l'impasse où elle nous mène aujourd'hui. C'est sur ces bases que nous appelons les personnels de l'ESR à se mobiliser pour faire valoir leurs revendications.